



HAL
open science

Quelles sont les conditions à réunir pour une intégration marchande porteuse de développement durable pour les paysanneries andines ?

Hubert Cochet, Claire Aubron, Margot Jobbe Duval

► To cite this version:

Hubert Cochet, Claire Aubron, Margot Jobbe Duval. Quelles sont les conditions à réunir pour une intégration marchande porteuse de développement durable pour les paysanneries andines ?. *Les Cahiers d'Outre-Mer. Revue de géographie de Bordeaux*, 2009, Montagnes tropicales et transformation des systèmes de production agropastoraux, 247, pp.395-417. 10.4000/com.5708 . hal-02485718

HAL Id: hal-02485718

<https://hal.science/hal-02485718v1>

Submitted on 14 Apr 2020

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Quelles sont les conditions à réunir pour une intégration marchande porteuse de développement durable pour les paysanneries andines ?

Hubert COCHET¹, Claire AUBRON²
et Margot JOBBE DUVAL³

Les dernières tendances en matière de « développement agricole » dans les pays andins consistent à promouvoir la mise en place de cultures légumières ou horticoles à haute valeur ajoutée (petits pois, choux brocoli, fleurs coupées...) destinées à l'exportation. Si ces nouvelles orientations, comme le projet « *Sierra Exportadora* » au Pérou, envisagent aussi la constitution de petites unités de production, à taille familiale, elles relèguent à un second plan tout un pan de l'agriculture andine : celle chargée de fournir des aliments de base accessibles à des prix abordables pour la population locale. Ces agricultures, pour aussi « traditionnelles » qu'elles soient (si l'on entend par cela des agricultures faiblement mécanisées, basées sur des modalités d'accès à la terre et aux ressources en général héritées d'une histoire longue), n'en sont pas moins fortement intégrées au marché. Elles jouent même probablement un rôle fondamental dans les économies locales et nationale.

1. Professeur d'Agriculture Comparée à AgroParisTech [établissement résultant de la fusion, au premier janvier 2007, de l'Institut National Agronomique Paris Grignon (INA P-G), de l'École Nationale du Génie Rural, des Eaux et des Forêts (ENGREF) et de l'École Nationale Supérieure des Industries Agricoles et Alimentaires (ENSAIA)], UFR *Agriculture Comparée et Développement Agricole*, 16, rue Claude Bernard, 75005, Paris.

2. Maître de conférences à Montpellier SupAgro, UMR *Élevage des Ruminants en Régions Chaudes*, 2 place Pierre Viala, 34060 Montpellier Cedex 1.

3. Chercheuse indépendante.

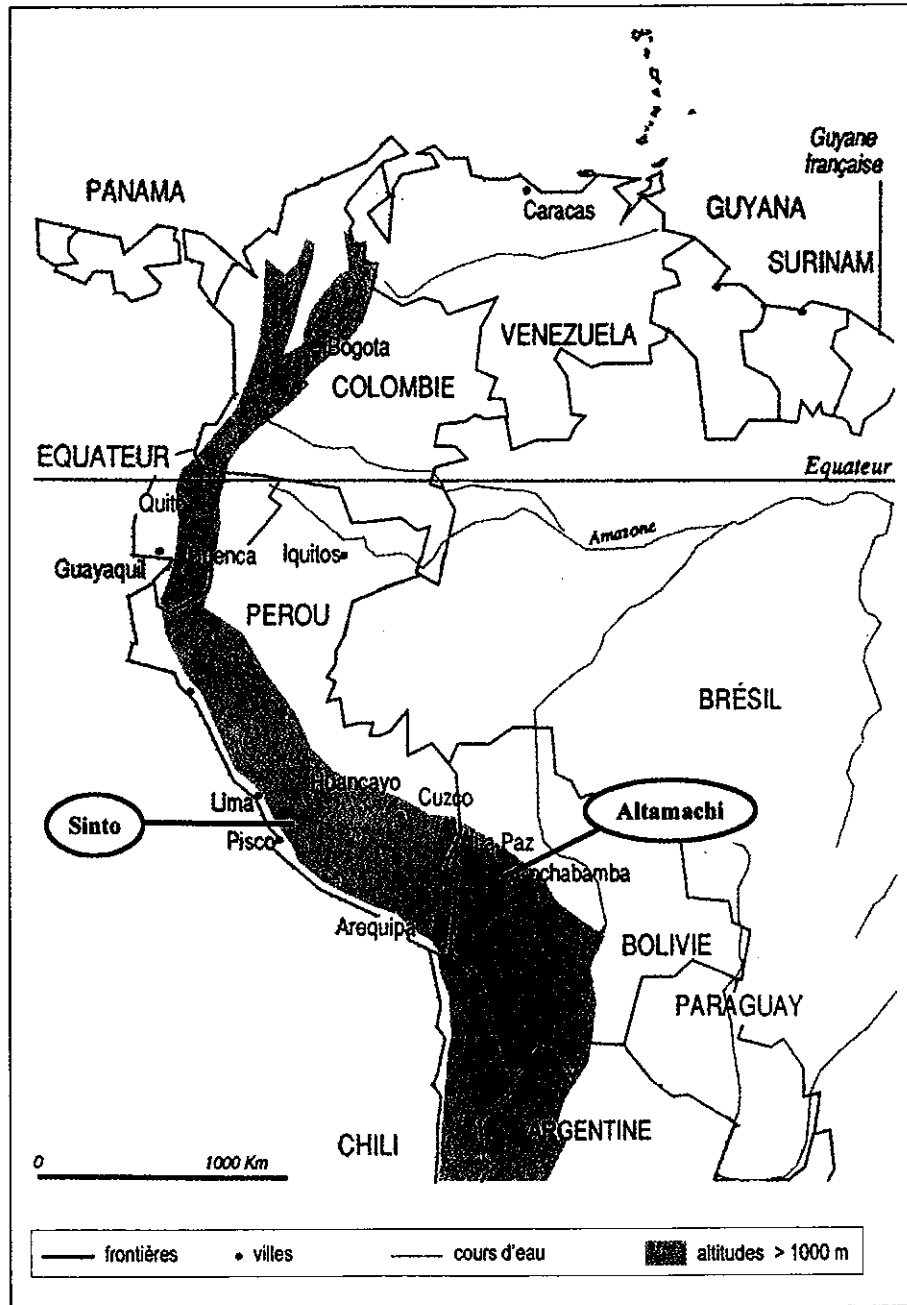


Figure 1. - Carte de situation.

Cet article se propose de pallier le vide de connaissances concernant ces agricultures paysannes andines tournées vers le marché intérieur, en même temps qu'il analyse les conditions à réunir pour que cette intégration marchande soit économiquement pérenne, socialement partagée et respectueuse des écosystèmes qui en sont le support. En effet, si ces systèmes témoignent par leur inscription dans la durée d'une réelle vigueur, des fragilités inhérentes à ces systèmes, couplées à des menaces externes, posent des questions concernant leur avenir. Le travail se base sur la comparaison entre les dynamiques d'intégration marchande de deux régions andines. Dans les deux cas étudiés, c'est l'épisode de l'*hacienda* républicaine qui a impulsé, vers la moitié du xx^e siècle, les productions aujourd'hui caractéristiques de ces régions et destinées aux marchés urbains proches. À Altamachi, dans la Cordillère de Cochabamba (Bolivie), c'est la culture de la pomme de terre associée à l'élevage camélidé qui approvisionne le marché de Cochabamba. À Castrovirreyna, dans les Andes sèches péruviennes, une « quasi-spécialisation » laitière fournit la côte proche en fromages.

Que ce soit à Altamachi ou à Castrovirreyna, les avantages comparatifs, au sens de l'économie classique, ne suffisent pas à expliquer les dynamiques en cours. Le présent article s'attache donc à analyser également d'autres facteurs d'explication, comme les modalités d'accès et de gestion, individuelles et collectives, des ressources, le développement des possibilités de transport et le maintien de prix rémunérateurs. Ce sont par ailleurs ces éléments d'explication qui permettent aussi d'identifier les faiblesses dont sont porteuses ces agricultures, ainsi que les menaces qui pèsent sur elles.

I – Une intégration poussée au marché *via* la production de pomme de terre sur les hautes terres d'Altamachi (Cochabamba, Bolivie)

La Cordillère de Cochabamba, haut massif montagneux très découpé, constitue une sorte de diverticule des Andes orientales boliviennes s'avancant dans les vallées du piémont amazonien. Ce n'est qu'à partir des années 1960 que l'isolement géographique de cette région, à l'écart des principaux axes de communication du pays, a commencé à être rompu. La percée de pistes fut encouragée par, et a favorisé en retour, un phénomène assez poussé d'intégration aux échanges marchands, sur la base de la production de pommes de terre.

1 – Une dynamique poussée d'intégration aux échanges marchands à travers un produit destiné au marché intérieur

Alors qu'au début du xx^e siècle, les *haciendas* occupant la Cordillère de Cochabamba basaient essentiellement leur économie sur l'élevage ovin et la production de laine pour l'exportation (Jobbé Duval, 2005a/b), la croissance urbaine des années 1950 et 1960, et avec elle, celle du marché intérieur, se traduit par un développement de la production de pomme de terre destinée au marché urbain de Cochabamba. Après la Réforme Agraire de 1953, les paysans, redevenus propriétaires de leurs terres et de leurs moyens de production, sont en mesure de développer la culture de la pomme de terre. Les crises climatiques qui affectent dans les années 1980 l'Altiplano, un des bassins traditionnels de production, confirment la Cordillère dans son rôle de fournisseur de tubercules pour Cochabamba et d'autres villes.

Jusque dans les années 1980, aucune institution, publique ou privée, n'est venue appuyer ou encourager le développement de la culture de pomme de terre dans la Cordillère. Ce n'est que suite aux sécheresses de 1982-1983 sur l'Altiplano, que la coopération internationale (hollandaise et suisse notamment) lança, conjointement avec le gouvernement, un vaste programme de recherche-développement sur la pomme de terre, afin de pallier une éventuelle crise alimentaire. Ce programme consistait à régénérer en laboratoire (nettoyage viral essentiellement) certaines variétés natives commerciales, telles que la *Waych'a*, pour réintroduire ensuite ces clones dans les campagnes par des programmes de vulgarisation. Ainsi, les agents de développement de ces programmes de vulgarisation n'ont fait que réintroduire dans la Cordillère la variété *Waych'a*, déjà largement répandue et commercialisée.

Dans la Cordillère de Cochabamba, le mouvement de spécialisation en production de pommes de terre n'a pas (ou pas encore ?) donné lieu à des systèmes mono productifs. Des troupeaux de camélidés réalisent le transport des plants et de la fumure vers les parcelles, et en retour celui des récoltes jusqu'aux lieux de stockage et aux camions. C'est par ailleurs l'élevage ovin qui assure encore l'essentiel de la fumure. Un élevage bovin, destiné à produire des bœufs de traction et du bétail sur pied, se développe dans la Cordillère. Les familles ayant accès à des terres plus chaudes, dans les vallées escarpées descendant vers l'Amazonie complètent leurs systèmes de production par des cultures de maïs, et éventuellement un élevage porcin. Plus bas encore, on trouve des cultures fruitières, des champs de piments, et quelques ruches. Toutes les familles disposent enfin d'une petite basse-cour, et bien souvent d'un carré de légumes. Ainsi, le maintien d'un système de polyculture-élevage s'est à la fois traduit par le maintien d'une relative diversité de la ration alimentaire et par la persistance d'un haut niveau d'autoconsommation

de la production de pomme de terre elle-même. Les paysans de la Cordillère n'achètent encore que peu d'aliments en ville (sucre, sel, huile, riz et pâtes essentiellement), la base des repas étant la pomme de terre produite sur place.

Par ailleurs, au cours de la saison des pluies (de décembre à février), la plupart des hommes migrent dans la vallée de Cochabamba, et s'emploient comme aides-maçons ou ouvriers non qualifiés dans les chantiers de construction autour de la ville de Quillacollo.

Les pommes de terre produites dans la Cordillère et non consommées sur place sont commercialisées dans la ville de Quillacollo, importante plaque commerciale de la vallée de Cochabamba. Les camions n'assurent qu'un rôle de transporteurs, les paysans voyageant avec leurs récoltes pour les vendre eux-mêmes. Ceux qui disposent d'un petit terrain dans les faubourgs de Quillacollo peuvent les y entreposer, et se rendre ensuite indépendamment au marché dominical de la pomme de terre. Mais la plupart du temps, les propriétaires de camions sont liés par des contrats (généralement oraux) à des hangars collecteurs, appelés « garages », auprès desquels ils se sont endettés pour acquérir leurs camions. Ils sont donc tenus de déposer l'ensemble de leur chargement dans ces hangars, où il sera acquis par le propriétaire du garage, qui constitue donc un intermédiaire grossiste, à un prix qu'il aura lui-même fixé.

2 – Les conditions du développement de la culture de la pomme de terre

Le développement du réseau de pistes et du trafic de camions constitue probablement la première condition (et la première conséquence) de ce phénomène d'intégration marchande. À partir des années 1960, des pistes, souvent de très mauvaise qualité, ont peu à peu rejoint les différentes communautés de la Cordillère, les camions remplaçant alors les caravanes de lamas qui assuraient jusque-là le transport des marchandises. La ramification du réseau routier fut, et demeure, un enjeu crucial, comme en témoignent les nombreux conflits autour de l'ouverture d'une nouvelle piste, et surtout le fait que la plupart d'entre elles aient été initialement taillées à la pioche par les paysans eux-mêmes, avant que n'interviennent les services publics.

Les camions qui sillonnent la Cordillère, et dont le nombre a considérablement augmenté au cours des dernières décennies, appartiennent à des paysans de la région, l'investissement dans un camion ayant été rendu possible par le commerce de la pomme de terre⁴. Aujourd'hui, les pistes, pourtant fort

4. Ainsi que par les hauts revenus procurés par la culture de la feuille de coca dans les plaines du Chapare depuis les années 1970.

mauvaises, permettent de descendre dans la vallée la production de pomme de terre en cinq heures pour les communautés les plus proches, et pour les plus lointaines en une grande journée de transport (de 14 à 20 heures).

Le processus de production de la pomme de terre est conduit au niveau de la cellule familiale. Les terres de culture, en assolement réglé, retournent dans le domaine collectif une fois la récolte terminée et sont pâturées par les troupeaux de la communauté. De même, les espaces de parcours sont gérés à l'échelle d'une ou de plusieurs communautés. Le maintien d'un accès commun à ces ressources, et la permanence de règles collectives d'usage ont permis de contrôler l'expansion de la culture de la pomme de terre. Ainsi, le développement de cette culture de rente a pu se faire sans mettre en péril les ressources du territoire.

Enfin, les prix de la pomme de terre de consommation sont demeurés étonnamment stables durant ces quinze dernières années, en comparaison de celui des autres denrées agricoles susceptibles d'être produites dans la Cordillère (fig. 2). Ceci s'explique par le caractère pondéreux de la pomme de terre, produit difficilement transportable et donc peu sensible, dans un premier temps, à la libéralisation des échanges. Par ailleurs, c'est à partir des années 1960 que la croissance urbaine de la Bolivie, et plus particulièrement de Cochabamba, a été l'occasion d'une demande importante en produits alimentaires de base (Zeballos, 1997). Si le riz et les pâtes alimentaires prennent de

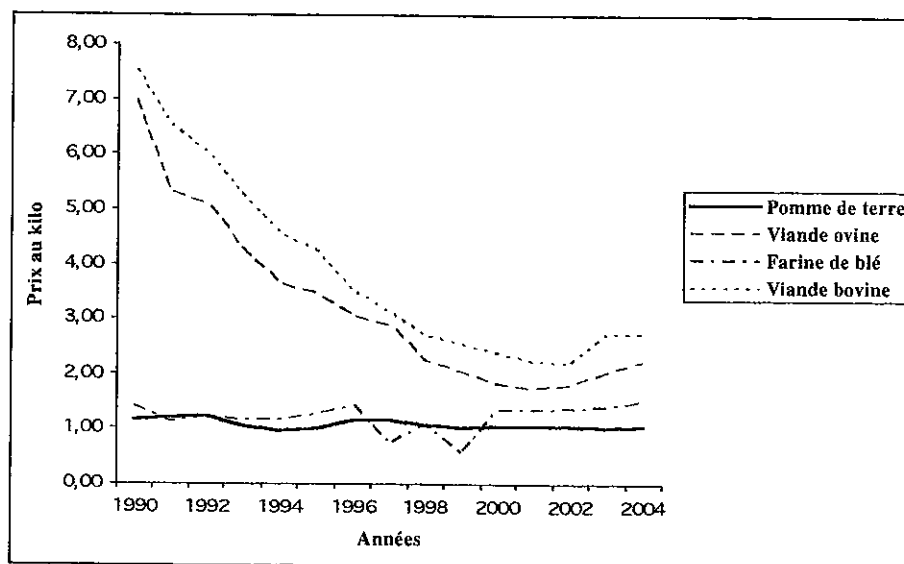


Figure 2. - Évolution des prix relatifs, de 1990 à 2004, en Bolivianos constants de 1991.

plus en plus de place dans l'assiette du *cochabambino*, la pomme de terre demeure un élément essentiel de sa ration alimentaire qu'il appartienne aux classes pauvres ou aisées.

3 – Développement économique et recomposition des activités dans la Cordillère

Les paysans de la Cordillère ont développé une relation particulière avec la ville de Quillacollo où arrivent les camions chargés de pomme de terre. En effet, beaucoup ont investi ce qui a pu être épargné grâce à la pomme de terre dans un petit terrain en bordure de Quillacollo. Ces parcelles, où ils construisent petit à petit une maison, leur permettent d'acquérir une certaine autonomie dans la vente de leur production. Par la suite, ils peuvent envoyer leurs enfants à l'école de Quillacollo et leur offrir ainsi un enseignement plus poussé que dans la Cordillère. Certains enfants utilisent ce pied-à-terre pour travailler comme ouvrier non qualifié ou chauffeur de bus dans la conurbation Cochabamba-Quillacollo, et épargner en vue de leur installation dans la Cordillère ou ailleurs. Ceux qui s'installent définitivement gardent des liens très serrés avec la Cordillère, que ce soit personnellement car ils y possèdent encore des terrains, ou au travers des liens de parenté physiques ou rituels. Ainsi, plus que d'une migration vers la ville de Quillacollo, on pourrait évoquer une extension du territoire de la Cordillère vers la vallée de Cochabamba.

Même si l'essentiel de l'épargne accumulée grâce à la culture de la pomme de terre sert à acheter un terrain dans les faubourgs de Quillacollo, une partie des revenus est réinvestie dans la Cordillère, notamment pour développer la production de tubercules et, parfois, acheter un camion⁵. De plus en plus, les paysans qui le peuvent s'équipent d'un petit élevage bovin destiné à fournir une force de traction pour les labours et les semis. L'achat et l'entretien d'un troupeau dépendent d'un capital monétaire initial, mais également de l'accès à des espaces de parcours privilégiés parce que relativement humides, ceux qui surplombent la forêt tropicale d'altitude.

Le développement d'une culture de rente dans la Cordillère a donné lieu à une différenciation socio-économique venue se superposer à celle précédant l'intégration commerciale. Cette différenciation se traduit avant tout par le degré d'implantation dans la ville de Quillacollo. Posséder un terrain, ou une maison, dans les faubourgs permet d'avoir accès à l'éducation, à des activités non agricoles complétant le revenu de la famille, et également à des espaces de pouvoir, la plupart des gouvernements locaux (comme la municipalité rurale de Morochata) ayant leur siège à Quillacollo.

5. Mais pas encore de tracteur, notamment en raison des pentes escarpées.

Dans la Cordillère, le revenu des paysans est en grande partie lié à la quantité de pomme de terre produite, ainsi qu'aux types de pommes de terre (plant, consommation, consommation de contre-saison). L'accès aux différentes ressources du territoire (hautes terres d'altitude pour la production de plants, terres irriguées de vallée pour la production de contre-saison) s'est construit historiquement, et notamment pendant la période de l'*hacienda*. Par ailleurs, l'essentiel du processus de production demeurant manuel, c'est encore surtout la capacité à mobiliser de la main-d'œuvre (familiale essentiellement) qui détermine la surface ensemencée. Cependant, la présence d'un araire permet d'augmenter considérablement la superficie cultivée, de l'ordre de 30 à 50 %, et donc le revenu familial. L'intégration marchande de la Cordillère a donc tendance à renforcer une différenciation socio-économique qui avait commencé à se mettre en place avant l'arrivée des *haciendas*. Les accidents climatiques, fréquents, contribuent au nivellement de ces différenciations, mais le développement d'activités non agricoles (ou l'extension de l'agriculture dans les vallées, moins sujettes aux gelées) procure aux plus nantis une certaine sécurité de leur revenu.

II – Une production fromagère dans la haute vallée sèche de Sinto (Huancavelica, Pérou)

Au Pérou, la production laitière est en croissance depuis le début des années 1990. Dans un pays marqué dans le même temps par l'avènement des politiques néolibérales de promotion des exportations (mangues, asperges, café, artichauts, paprika, etc. : Chaléard et Mesclier, 2003), ce développement laitier tourné vers le marché intérieur est passé relativement inaperçu. Il est à la fois le fait de grandes exploitations de type capitaliste embauchant des salariés, concentrées dans les oasis de la Côte Pacifique, et d'une multitude d'unités de production familiales dans les régions andines et côtières (Bernet, 2000). Celles qui nous intéressent ici font partie d'une communauté paysanne du versant occidental des Andes, qui, pourtant située à l'écart des deux principaux bassins laitiers andins d'Arequipa et Cajamarca, connaît un processus poussé d'intégration aux échanges marchands *via* les produits laitiers.

1 – Développement laitier et intégration marchande dans un territoire andin marginal

Situé entre 3 000 et 5 000 m d'altitude, le territoire de Sinto correspond à la partie haute d'une vallée qui débouche sur la Côte Pacifique au niveau de la ville de Pisco. D'abord large et peu profonde, elle dessine un relief ondulé au-dessus de 4 200 m avant de se creuser jusqu'à créer de véritables gorges

plus en aval. Avec près de huit mois sans pluie, la sécheresse du climat de Sinto constitue une contrainte majeure du milieu pour la production laitière, puisque produire du lait régulièrement suppose de disposer de fourrages tout au long de l'année.

Initié dans les années 1930, le développement de l'élevage laitier à Sinto est ancien, mais a longtemps été le fait de l'*hacienda*, et non des paysans qui travaillaient pour elle. Les patrons qui se sont succédé à sa tête ont aménagé ce milieu sec de montagne accidentée dès la fin du XIX^e siècle en faisant construire des infrastructures d'irrigation longues de plusieurs kilomètres et implanter de la luzerne sur les parcelles ainsi irriguées. Ils la faisaient pâturer par leurs vaches laitières et produisaient ainsi du beurre, vendu à Lima. L'accès à l'eau d'irrigation, qui conditionne l'obtention d'une production laitière régulière au cours de l'année, était alors réservé à l'*hacienda*. Après la réforme agraire, qui exproprie en 1969 le dernier grand propriétaire, et la parenthèse de la coopérative, détruite par le mouvement terroriste du Sentier Lumineux en 1983, les familles paysannes récupèrent le contrôle des ressources du milieu, auparavant accaparées par l'*hacienda* et la coopérative, et peuvent user librement de leur force de travail. Sinto acquiert alors le statut de communauté et connaît un processus de développement continu de la production laitière paysanne.

Auparavant dispersées géographiquement, les familles se regroupent dans des villages et délaissent l'élevage de petits ruminants au profit de celui des bovins. Chacune organise la rotation de son troupeau laitier entre les luzernières auxquelles elle a maintenant accès, selon le principe du pâturage tournant, et surveille quotidiennement ses animaux. Ce fonctionnement du système d'élevage fait de l'accès au foncier irrigué le principal déterminant à la fois du volume de lait produit par une famille et de sa régularité, ce qui explique sa dynamique d'expansion depuis vingt ans. À partir des terres héritées de leurs ascendants et de l'ancienne coopérative, chaque famille cherche en effet à étendre son contrôle à de nouvelles zones irriguées, afin de disposer d'une surface fourragère accrue. Progressivement, l'espace irrigué a ainsi gagné des terres de plus en plus difficiles d'accès et dont l'aménagement préalable à l'irrigation, la mise en culture et le pâturage sont de plus en plus exigeants en travail⁶. Outre ce foncier irrigué, l'élevage bovin à Sinto repose sur le pâturage d'immenses surfaces de parcours d'altitude, réservées aux animaux ne produisant pas de lait (taureaux, génisses, vaches tarées). Certains d'entre eux, les *potreros*, sont mis en défens pour être pâturés aux périodes critiques de la saison sèche.

6. Le calcul du temps de travail moyen à partir de sept parcelles indique que pas moins de 660 jours de travail sont nécessaires pour implanter un hectare en luzerne, incluant le travail de plantation et de récolte de la pomme de terre qui précède toujours la luzerne (Aubron, 2006).

Les éleveurs transforment le lait trait quotidiennement en un fromage fermier peu pressé et fortement salé vendu chaque fin de semaine à des négociants circulant en camion. Ce produit laitier ne constitue en rien une innovation puisqu'ils l'élaboraient déjà à l'époque où ils travaillaient pour l'*hacienda*, à partir des laits de vache et de chèvre qu'ils produisaient sur parcours en saison des pluies. Mais sa commercialisation, avec l'accroissement des volumes, repose maintenant sur des échanges essentiellement marchands et non plus sur le troc. Le réseau de négociants ainsi approvisionné, qui converge vers les marchés de gros de Lima, se fait de plus en plus dense une fois apaisée la terreur des années 1980. Il constitue pour les éleveurs de Sinto un débouché sûr, mais avec une marge de négociation des prix quasiment nulle du fait de l'inégalité des relations qui les lient aux négociants (Aubron et Moity-Maïzi, 2007)⁷.

Sur les parcelles en sec, les familles paysannes de Sinto continuent de produire à l'aide d'un outillage entièrement manuel de la pomme de terre et de l'orge pour leur autoconsommation, mais ces cultures vivrières couvrent moins de 25 % de leurs apports caloriques. Le reste est pour l'essentiel fourni, non pas par les produits animaux – les éleveurs de Sinto consomment en moyenne moins de l'équivalent d'un verre de lait par jour de produits laitiers – mais par le riz, les pâtes, le sucre et l'huile achetés chaque semaine avec les revenus issus du lait, et qui couvrent 60 % des apports caloriques. L'intégration marchande joue donc pour cette paysannerie un rôle particulier : elle ne vient pas seulement compléter le revenu monétaire de la famille, elle assure l'essentiel de son alimentation et constitue donc un enjeu majeur pour sa sécurité alimentaire.

2 – Les conditions du développement de la production laitière paysanne

En premier lieu, plusieurs éléments ont concouru à faire du marché intérieur laitier un marché porteur au cours de la période considérée.

Le marché péruvien des produits laitiers est schématiquement divisé en une filière industrielle et une filière artisanale absorbant chacune la moitié de la production laitière nationale. La filière industrielle collecte du lait dans les régions andines et côtières et, outre le lait évaporé conditionné en boîtes de conserve qui constitue son produit phare, élabore du lait UHT, du beurre, du yaourt à boire et des fromages industriels. La filière artisanale est, quant à elle, approvisionnée par une diversité de fromages en provenance de l'ensemble

7. Les fromageries artisanales qui ont vu le jour à Sinto depuis 2000 dans le cadre de projets de développement n'ont pas pleinement réussi à enrayer cette dépendance.

du pays, qui peuvent être fermiers ou produits par de petites unités de transformation artisanales telles que celles de Sinto. Les deux filières industrielle et artisanale sont liées par des relations d'interdépendance, qui s'expriment notamment à travers un relatif alignement des prix du lait aux producteurs.

Le début des années 1990 marque au Pérou une rupture en terme de politique laitière. Pendant les années 1970 et 1980, les importations de lait en poudre subventionnées qui entrent dans la composition du lait évaporé concurrencent la production nationale, limitant les volumes collectés au Pérou et exerçant une pression à la baisse sur les prix au producteur (Lajo Lazo, 1988). En 1993, de manière paradoxale, dans un contexte de libéralisation de l'économie, le gouvernement de Fujimori instaure des taxes à l'importation pour quatre produits considérés comme sensibles, dont le lait, sous la forme d'un système de frange de prix. Ces barrières douanières, combinées à la hausse du prix mondial du lait en poudre, se traduisent par une forte croissance de la production nationale depuis 1993, qui se substitue aux importations de produits laitiers. Elles contribuent à expliquer le relatif maintien du prix réel au producteur par rapport à celui d'autres produits agricoles (fig. 3 et 4), qui constitue pour les paysans péruviens une puissante incitation au développement de l'élevage laitier.

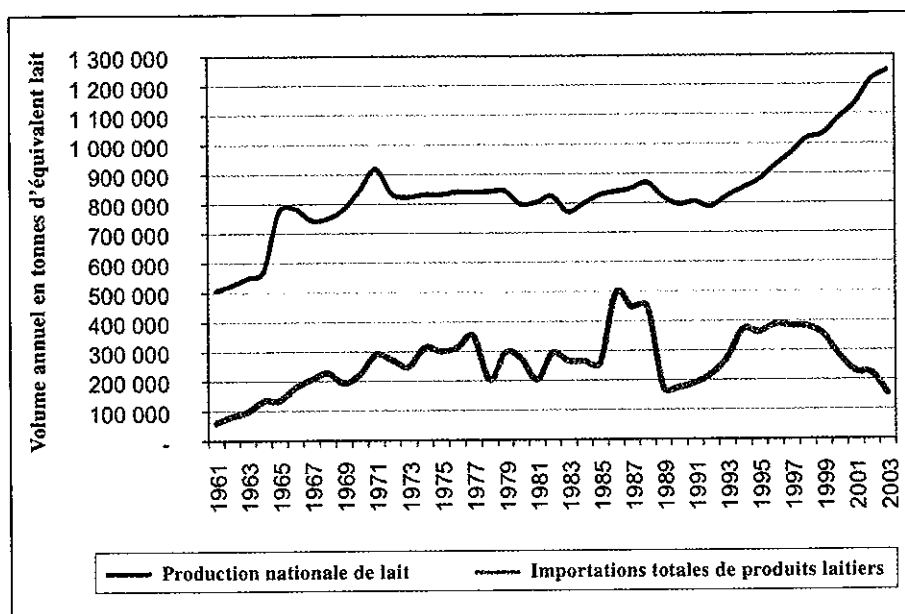


Figure 3. - De la dépendance à la substitution des importations laitières.

(D'après FAOSTAT et équivalents laits de la FAO).

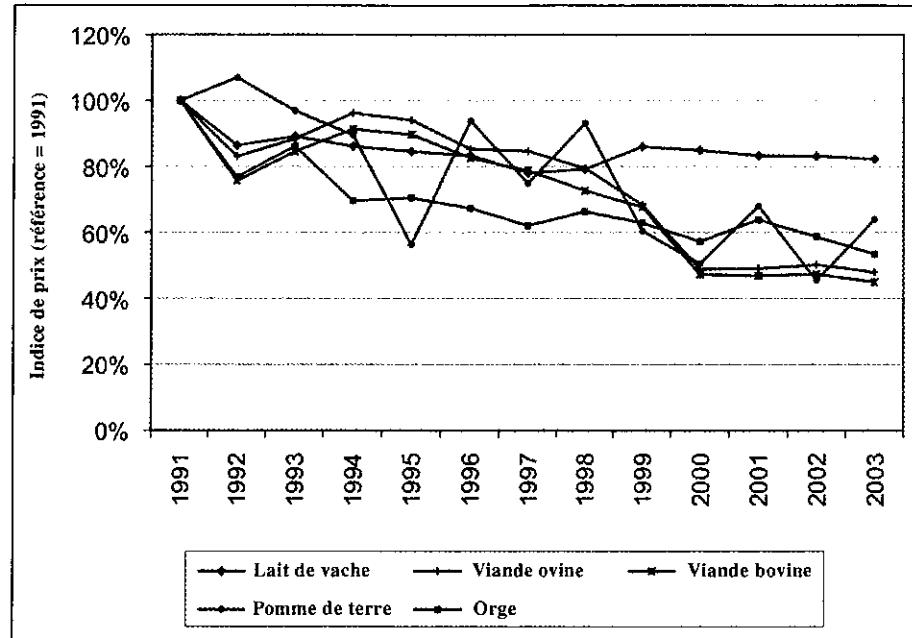


Figure 4. – *Maintien relatif du prix réel du lait au Pérou, payé au producteur, 1991-2003.*

(D'après INEI 2001, 2003, 2004 ; Webb y Fernandez Baca, 2004).

Malgré la stagnation, depuis 1990, de la consommation par tête autour de 50 kg d'équivalent lait par habitant et par an en moyenne⁸, la croissance démographique a entraîné une forte expansion du marché en volume. L'urbanisation tend en outre à faire évoluer les modes de consommation vers une plus forte participation des produits laitiers au régime alimentaire (yaourt, petit-déjeuner avec du lait, sandwiches au fromage, etc.).

Le développement du marché péruvien des produits laitiers doit également beaucoup à celui des voies de communication et des transports. Ce dernier conditionne en effet l'extension des circuits de collecte des industries et le transport plus rapide jusqu'aux marchés urbains de produits périssables comme le lait cru, le fromage ou le yaourt.

Prix élevés du fait de la protection aux frontières, expansion en volume sous l'effet de l'augmentation de la demande et accessibilité croissante liée à l'amélioration des transports concourent ainsi depuis 1990 à rendre le marché péruvien des produits laitiers attractif pour les producteurs de Sinto.

8. Ce niveau étant l'un des plus faibles d'Amérique latine...

Mais pour que les paysans de Sinto profitent de cette opportunité et la développent, encore fallait-il, même si l'orientation laitière avait été donnée par l'*hacienda*, qu'ils l'intègrent avec succès dans leur territoire et dans leurs unités de production. À ce titre, la forte maîtrise qu'ils exercent individuellement ou collectivement sur les ressources du milieu semble avoir constitué une condition essentielle. Dans les années 1980, les familles de Sinto rassemblées en quatre secteurs géographiques redéfinissent les droits sur les ressources auparavant accaparées par la coopérative (Aubron, 2005). Les luzernières sont réparties entre les familles et font l'objet d'une appropriation de type exclusive. L'impossibilité de vendre ces terres irriguées, qui peuvent pourtant être transmises aux descendants par héritage, témoigne d'une logique communautaire forte qui limite la concentration foncière et favorise l'accès au foncier irrigué à celui qui le travaille. L'eau d'irrigation, qui constitue la seconde ressource clé pour produire du lait à Sinto, fait l'objet d'une gestion collective. Des comités d'irrigation plus ou moins formalisés suivant la disponibilité de la ressource hydrique organisent la répartition de l'eau entre irrigants en leur attribuant un tour d'eau. En dépit des conflits qui animent ces collectifs, ils assurent globalement une répartition de l'eau qui tend à la fois à être équitable, sûre et souple face aux aléas. Enfin, les surfaces de parcours sont aussi gérées collectivement, à l'échelle du secteur. La mise en défens de certaines d'entre elles permet de constituer une réserve de fourrage sur pied pour la saison sèche et ainsi de sécuriser les calendriers fourragers des vaches laitières en production. Le pâturage non surveillé des autres parcours par les bovins ne produisant pas de lait tout au long de l'année est quant à lui le support de la production de viande, d'autant plus intéressant qu'il est extrêmement peu coûteux.

L'un des principaux intérêts de l'intégration de l'élevage laitier dans les systèmes de production de Sinto est qu'il permet d'obtenir un revenu régulier issu du lait, mais aussi de produire de la viande, stockée et vendue sur pied à des négociants de passage, quand un besoin de trésorerie importante se fait sentir (frais de scolarité ou de santé, investissement dans l'habitat ou dans une activité non agricole, etc.). Comme celle du lait, la production de viande est destinée au marché, mais la périodicité des ventes et l'importance du revenu qu'elle dégage diffèrent, ce qui les rend complémentaires. Se dessine ainsi autour de l'élevage laitier une logique économique de sécurisation des revenus qui contribue à expliquer son adoption par la paysannerie de Sinto.

Mais il y a plus : très intensif en travail puisqu'il occupe quotidiennement un actif pendant six à dix heures par jour, l'élevage bovin laitier mobilise à Sinto une main-d'œuvre presque exclusivement féminine. Les hommes effectuent certains travaux culturels, mais disposent de temps le reste de l'année

pour mettre en place des activités non agricoles, dont les revenus sont souvent investis dans l'éducation supérieure des enfants en ville. Certains sont salariés dans les mines, les écoles ou les collectivités locales ; d'autres ont développé des activités de négoce ou de transport et la plupart occupent des emplois temporaires dans des chantiers de construction, localement ou en migrant quelques mois par an. La logique économique du développement laitier à Sinto se voit ainsi précisée : le travail d'astreinte en élevage laitier est lourd et peu productif, mais il est quotidien et permet donc à l'échelle de l'année de subvenir aux besoins vitaux de la famille. Il présente en outre l'avantage de libérer la main-d'œuvre masculine des travaux agricoles et ainsi d'obtenir des revenus complémentaires issus des activités non agricoles des hommes.

III – Des intégrations marchandes réussies ?

Les deux situations présentées, pour contrastées qu'elles soient, illustrent toutes deux à leur façon une dynamique d'intégration poussée aux échanges marchands à travers un produit destiné au marché intérieur. On est donc loin des dynamiques promues depuis déjà deux décennies par les organismes internationaux ; elles consistaient à miser sur un avantage comparatif permettant de s'insérer sur le marché international au travers d'un produit de « niche » destiné aux pays du Nord. Cette dynamique est par ailleurs mieux connue et davantage étudiée comme en témoignent les exemples du quinoa (Bolivie et Équateur), des fruits et légumes tropicaux ou de contre-saison dans les vallées irriguées des Andes sèches, des fleurs coupées du sillon interandin équatorien ou encore, plus récemment, des plantes aromatiques ou du petit pois proposés dernièrement au Pérou dans le cadre du projet « *Sierra exportadora* » d'Alan García.

1 – Un accès relativement aisé au marché intérieur

Les deux situations analysées ici concernent bien le marché intérieur, notamment urbain constitué surtout par l'agglomération de Lima pour le fromage de Sinto d'une part, la ville de Cochabamba pour les pommes de terre produites sur les hauteurs d'Altamachi d'autre part. Dans les deux cas, il s'agit de productions anciennes, « traditionnelles », et non d'un « créneau » découvert et mis à profit récemment ou suggéré par un organisme de développement ou un « projet ». C'est une production insérée depuis longtemps dans des systèmes de production complexes dans lesquels la production en question a gagné peu à peu la place qu'elle occupe aujourd'hui, sans jamais devenir exclusive, de sorte que ces exploitations paysannes ne sont pas engagées dans une spécialisation totale et restent caractérisées par la diversité des productions

(agricoles et d'élevage) et des activités (agricoles et non agricoles). On a là deux exemples assez démonstratifs du fait qu'il n'est pas nécessaire de faire appel à de « nouvelles formes institutionnelles », c'est-à-dire à des rapports contractuels d'un genre nouveau noués avec des entrepreneurs (et reposant sur une « privatisation » du foncier) pour connaître un développement important de la production de rente...

Parmi les conditions sans lesquelles il est vraisemblable qu'un tel développement (d'une production destinée au marché intérieur) n'aurait pas été aussi poussé figure sans aucun doute le développement du réseau de pistes et routes et du trafic de camions venu prendre le relais des transports en caravanes. Sinto n'est qu'à 4 ou 5 heures de la Route Panaméricaine, ce qui est très peu au Pérou, soit à une petite journée de transport de Lima. Les pistes de la Sierra d'Altamachi, pourtant fort mauvaises, permettent de descendre la production de pomme de terre en une grande journée de transport à Cochabamba, du moins en saison sèche, ce qui suffit en ce qui concerne la récolte de la pomme de terre.

Mais au-delà de cet avantage, partagé du reste par de plus en plus de régions andines, de quels avantages comparatifs réels disposaient ces régions reculées pour connaître cette spécialisation relative ?

2 – À la recherche d'« avantages comparatifs » liés aux conditions du milieu...

Il est indéniable que les hautes terres d'Altamachi, disposant à la fois de sols relativement profonds, du moins par endroits, riches en matière organique et d'un climat à la fois assez humide (en saison des pluies du fait de l'influence amazonienne) et assez froid pour présenter de meilleures conditions phytosanitaires, se prêtaient bien à la culture de la pomme de terre. La présence en altitude de vastes espaces encore « vierges » et seulement pâturés par le bétail a permis l'extension de la frontière agricole, et l'augmentation des rendements de la pomme de terre, sans qu'elle se traduise par une accélération trop forte des rotations. Dans beaucoup d'endroits, les tubercules ne reviennent encore qu'une année sur six, voire une année sur dix. Enfin, l'étagement altitudinal autorise l'étalement des dates de semis, et par conséquent la production de pommes de terre de contre-saison, à condition de disposer d'eau d'irrigation pour pallier la saison sèche⁹. Il offre aussi aux paysans les conditions pour une gestion autonome de leurs semences, le « rajeunissement » des plants étant

9. La mise en place de petits systèmes d'irrigation gravitaire, utilisant l'eau des lacs d'altitude, constitue l'un des principaux postes d'investissements de la municipalité rurale et des ONG travaillant dans la région.

assuré par un cycle en haute altitude, qui a pour objectif de couper le développement des maladies virales, à l'abri des moisissures et des ravageurs¹⁰.

À Sinto chercherait-on en vain l'avantage comparatif lié aux conditions du milieu et qui expliquerait un tel développement de la production laitière ? Comparé aux bassins laitiers andins de Cajamarca et d'Arequipa, Sinto dispose d'avantages comparatifs bien maigres pour la production laitière. Certes, la luminosité et l'eau d'irrigation permettent à la luzerne de se développer dans des conditions optimales. Mais, dans ce paysage aux pentes vertigineuses et aux barres rocheuses enchevêtrées, l'exiguïté et la dispersion du parcellaire irrigué et la rareté de la ressource fourragère autre que la luzerne, génèrent des temps de travaux considérables et limitent la taille du troupeau familial autant que la production de lait par vache.

Si les productions de lait à Sinto, de pomme de terre à Altamachi ont trouvé dans ces lieux reculés des conditions relativement favorables à leur développement et à leur commercialisation, c'est aussi parce que d'autres conditions sociales et économiques se sont trouvées à un moment réunies pour qu'il en soit ainsi.

3 – Une régulation collective encore efficace

Au titre de l'organisation sociale, ces processus d'intégration assez poussée aux échanges marchands ont été réalisés dans le cadre de communautés où l'accès aux ressources est encore, pour partie, normé, régulé au niveau de la communauté, bien que le processus de production soit conduit individuellement, au niveau de la famille nucléaire. Le maintien d'un accès partagé et régulé à certaines ressources (*echaderos y potreros* pour les vaches tarées et les mâles à Sinto, pâturages et friches herbeuses en rotation avec les parcelles de pomme de terre dans le cadre d'assolements réglés à Altamachi) n'a pas freiné, ni entravé ce processus, bien au contraire. Si les tensions, ressenties au niveau de l'accès aux ressources les plus limitantes (l'eau et certaines ressources fourragères à Sinto, les terres neuves d'altitude et les friches herbeuses de longue durée à Altamachi), alimentent les conflits et conduisent inévitablement à desserrer les liens communautaires au profit d'une gestion de plus en plus individualisée, ces modes de régulation sont aussi adaptés, parfois repensés, pour faire face aux nouveaux défis (Rivière *et al.*, 1996).

Par ailleurs, c'est aussi le coût d'opportunité particulièrement faible du travail des femmes de Sinto, sans perspective d'emploi en dehors de l'agriculture, qui a rendu le long travail d'astreinte de l'élevage supportable pour

10. Ces conditions favorables ont d'ailleurs permis un développement récent de la production de semences certifiées destinées aux autres bassins de production du pays.

bon nombre d'entre elles, en même temps qu'il rendait possible le départ des hommes à la recherche d'activités et de sources de revenus complémentaires.

4 – Le maintien de rapports de prix relativement favorables

Mais pour être vendues dans des conditions acceptables et qui justifient qu'on y consacre toujours plus d'espace, de temps et de ressources, ces productions devaient pouvoir bénéficier de prix suffisamment stables et rémunérateurs. Ici, l'évolution des prix relatifs est restée relativement favorable aux produits en question. Au Pérou, c'est en grande partie la politique de protection du marché intérieur qui a permis au prix du lait de se maintenir à un niveau relatif favorable, confirmant largement l'intérêt, malgré une productivité journalière du travail extrêmement faible, de cette orientation marchande. À Altamachi, les prix de la pomme de terre *waych'a* se sont aussi maintenus pendant longtemps à un niveau acceptable pour les producteurs, bien que grevés par de lourds coûts de transports. Plus que la protection aux frontières, moins indispensable en raison du caractère pondéreux du produit, du moins à l'époque du boom de la pomme de terre dans les années 1980, c'est la réputation du produit et l'explosion de la demande urbaine de Cochabamba qui explique ce maintien de conditions de prix favorables. Mais on fait cuire encore beaucoup de pommes de terre dans les cuisines d'Altamachi, preuve que la substitution réalisée à Sinto en matière de consommation de calories alimentaires (pâtes, riz...) n'a pas eu lieu ou pas encore à Altamachi.

Qu'il s'agisse de la pomme de terre à Altamachi ou du fromage de Sinto, ces processus d'intégration aux échanges marchands au travers du développement important d'une production destinée au marché intérieur, mais qui reste « traditionnelle » et largement consommée au village, a permis de créer de nombreux emplois, bien que peu rémunérés¹¹, ou d'enrayer un dépeuplement plus accentué des campagnes. À la différence de l'Altiplano et des vallées sèches de Bolivie caractérisés par un phénomène migratoire de grande ampleur (Cortès, 2000), les départs vers d'autres régions du pays ou à l'étranger sont moins nombreux dans la Cordillère de Cochabamba. Même l'exode actuel vers l'Espagne et l'Italie n'affecte pas tant les communautés, où les jeunes et les enfants demeurent nombreux. De même, le développement de la production laitière à Sinto a autorisé le maintien d'une paysannerie nombreuse, qui connaît même une croissance démographique.

Reste que les menaces qui pèsent sur ces processus d'intégration aux échanges marchands sont nombreuses.

11. Bien que n'atteignant que rarement le revenu minimum péruvien ou le seuil de pauvreté de 2 dollars par personne et par jour défini par le PNUD, le revenu total dégagé par les familles de Sinto est élevé par rapport à celui obtenu dans la majorité des régions rurales du Pérou (Herrera, 2002).

IV – Limites et menaces

1 – Une pression accrue sur les ressources

Le développement de la culture de pomme de terre dans la Cordillère d'Ayopaya a engendré des bouleversements dans les systèmes de production, et par conséquent dans l'utilisation des ressources du territoire. L'extension de la frontière agricole vers le haut, au détriment des espaces de parcours, soulève la question de l'avenir de l'élevage, et donc de la restauration de la fertilité. Dans la région voisine de Chapisirka, au sud-est de la Cordillère de Cochabamba, l'intégration marchande sur la base de la pomme de terre fut plus précoce, du fait d'un meilleur accès à la ville. Cette intégration fut aussi plus poussée, donnant lieu à une spécialisation exclusive des systèmes de production. Lamas et brebis ont disparu d'un paysage aujourd'hui entièrement recouvert de parcelles de pomme de terre, de sorte que le renouvellement de la fertilité est aujourd'hui tributaire des élevages avicoles de la vallée de Cochabamba. Mais les fientes sèches de poules constitueraient un vecteur pour de nombreuses maladies apparues depuis quelques années, et qui sont d'autant plus facilement véhiculées que l'espace se sature en parcelles cultivées. En outre, parce que le respect de rotations longues n'est plus possible et que la pomme de terre se succède trop souvent à elle-même, des régions entières deviennent impropres à la culture de la pomme de terre.

À Sinto, le succès de cette intégration marchande repose principalement sur le foncier irrigué. Mais l'extension de l'irrigation, qui a été le support de l'intensification laitière pendant près d'un siècle, atteint aujourd'hui ses limites. Pour des raisons topographiques, l'aménagement de nouvelles parcelles irrigables est aujourd'hui quasiment impossible, tout au moins avec les moyens dont disposent les paysans de Sinto. La mise au point, déjà en partie engagée de formes de gestion de l'eau et de techniques d'irrigation plus économes en eau et le développement de cultures fourragères en sec (avoine, orge) acquièrent alors toute leur pertinence.

2 – Spécialisation marchande renforcée et différenciation paysanne menacent les modalités de gestion des ressources communes

Sur les hautes terres d'Altamachi productrices de pomme de terre, on assiste à un début d'explosion de certaines structures collectives de gestion de l'espace. C'est notamment sur les terres d'assolement réglé que, sous la pression de certaines personnes, tendent à s'affirmer les droits individuels, conduisant à une accélération des rotations et à un affaiblissement des interactions

entre agriculture et élevage. Alors que les hautes terres autrefois exclusivement vouées au pâturage sont les plus convoitées, du fait de leurs aptitudes particulières pour la culture de la pomme de terre, les conflits autour de l'accès à ces ressources de moins en moins partagées se multiplient.

À Sinto, l'accès aux parcelles irrigables, ressource clé de l'élevage laitier, résulte non pas du partage, plutôt équitable, des seules luzernières de l'ex-coopérative, mais de la position occupée jadis par les ascendants de la famille dans l'*hacienda*. Ainsi, alors que dans un vallon jamais accaparé par l'*hacienda*, certaines familles exploitent 2 ha de terres irriguées, d'autres, privées de cette possibilité à l'époque de l'*hacienda* n'ont reçu de la coopérative, qu'un quart d'hectare. Or, les revenus du lait, avec moins d'un hectare irrigué, sont parfois insuffisants pour couvrir les achats alimentaires de la famille, qui est alors contrainte de s'endetter auprès des négociants pour se nourrir.

3 – Des prix relatifs aujourd'hui menacés

L'autre fragilité majeure de cette intégration marchande est la dépendance vis-à-vis des prix des produits commercialisés dans laquelle elle place les familles paysannes. Cette menace peut à tout moment se concrétiser, soit par la remise en cause des politiques agricoles qui contribuait à une relative protection des prix (le lait au Pérou), soit par la concurrence exercée au sein d'un même pays, par d'autres bassins de production dotés de meilleures conditions de productivité, soit encore par le risque accru de dépendance alimentaire des familles paysannes.

Ainsi, pour les agriculteurs de la Sierra d'Altamachi engagés dans la production de pomme de terre de rente, l'émergence de nouvelles zones de production de pomme de terre dans les vallées chaudes de Santa Cruz et de Cochabamba, et de quelques espaces dans les plaines amazoniennes constitue une réelle menace. Les paysans de ces régions, mieux connectés au marché par la présence de nombreuses routes, en meilleur état, disposant aussi d'un outillage beaucoup plus performant (tracteurs notamment) et ayant largement accès aux intrants de synthèse s'orientent vers la production de variétés hybrides à hauts rendements potentiels¹² et contribuent de plus en plus largement à l'approvisionnement du marché intérieur bolivien. La concurrence des vallées et des plaines est également relayée par l'entrée de pommes de terre en provenance des pays voisins, notamment de l'Argentine, particulièrement compétitifs du fait d'une productivité du travail nettement plus élevée qu'en Bolivie.

12. Bien calibrée, facile à peler et idéale pour la friture, cette pomme de terre se destine aux industries agroalimentaires naissantes, mais alimente aussi un mode de restauration rapide (poulet frites) en expansion rapide dans tout le pays, et qui touche toutes les classes sociales urbaines.

Dans le cas de la production laitière de Sinto, au Pérou, les marges de progrès qui existent pour accroître le niveau de production laitière par famille apparaissent bien limitées au regard des écarts de productivité du travail entre producteurs laitiers péruviens. Jouissant d'un accès plus large au foncier irrigué dans des vallées ouvertes au parcellaire regroupé, les éleveurs d'Arequipa ou de Cajamarca ont une productivité du travail dix fois plus élevée que ceux de Sinto. L'alignement des prix aux producteurs que tend à générer leur mise en concurrence se traduit par des écarts de revenus importants, qui tendent à s'accroître avec le développement de grands élevages laitiers dans certains périmètres irrigués. La signature d'accords de libre-échange¹³, qui prévoient la suppression des taxes à l'importation sur les produits laitiers en provenance des pays concernés dans un délai de dix à quinze ans, élargit cette concurrence à d'autres producteurs, pour certains hautement compétitifs. Profitant de la concurrence accrue entre le lait en poudre importé et le lait national, les industries exerceront une pression à la baisse sur les prix aux producteurs qui les approvisionnent. Du fait de l'interdépendance entre les filières, celle-ci se répercutera sur les fournisseurs des filières artisanales, menaçant la sécurité alimentaire de la paysannerie de Sinto. Par ailleurs, la place prise par les pâtes alimentaires, le riz et le sucre est telle dans la ration alimentaire des familles de Sinto, qu'une évolution défavorable des prix relatifs (renchérissement relatif du prix des céréales, par exemple...) soulignerait la dépendance – et la fragilité – de cette spécialisation marchande pour les familles de Sinto¹⁴.

*

Nul doute que les deux expériences relatées dans cet article fournissent des exemples particulièrement illustratifs de processus d'intégration marchande relativement réussis et qui, quoique générant des revenus agricoles fort modestes en général, n'en constituent pas moins des expériences de développement économiquement pérenne, socialement partagé et qui ne menace pas gravement, du moins pour l'instant, la reproduction des écosystèmes qui en sont le support. Dans les deux cas étudiés, les avantages comparatifs de l'une ou l'autre région pour telle ou telle production ne suffisent pas à expliquer, loin s'en faut, les dynamiques en cours. Les modalités d'accès et de gestion, individuelles et collectives, des ressources, le développement des possibilités de transport et le maintien de prix relativement rémunérateurs ont été des conditions indispensables à cette spécialisation marchande.

13. Intégration de la Communauté Andine des Nations (CAN) en 2005 ; signature d'un traité de libre-échange (TLC) entre le Pérou et les États-Unis en 2005, en attente de ratification par le Congrès américain (?) ; négociation de l'intégration au Marché commun du Sud (MERCOSUR).

14. Dépendance beaucoup moins forte, comme nous l'avons vu, pour les familles paysannes d'Altamachi.

Plus encore que la pression exercée sur les ressources du milieu, c'est bien la baisse programmée des prix relatifs des denrées produites pour la vente qui menace le plus, à court terme, les acquis de ces spécialisations marchandes : baisse de la protection sur le lait au Pérou, concurrence de la pomme de terre produite dans les régions plus chaudes de Bolivie. La question du soutien public attribué, ou non, à ces agricultures andines se pose alors avec acuité.

Si c'est une agriculture capable de fournir aux habitants du pays des aliments de qualité à des prix abordables, mais capable aussi de faire vivre les paysans de leur travail qui est recherchée, alors l'État doit se positionner, notamment en favorisant les systèmes à bas niveau d'intrants et peu mécanisés, qui s'inscrivent par ailleurs dans des systèmes de production respectueux de leur environnement. Pour la pomme de terre des Andes boliviennes, cette politique pourrait passer par un soutien aux prix, et par l'établissement concerté de normes, pourquoi pas gérés par les gouvernements locaux paysans et indiens, concernant la production et les modalités de gestion du territoire. Ainsi protégée, l'agriculture de la Cordillère de Cochabamba devrait pouvoir répondre aux besoins en pomme de terre de consommation de la ville de Cochabamba, et en semences de pomme de terre des vallées chaudes, avec un partage socialement équitable de la richesse créée.

Dans le cas de la production laitière de Sinto, et si les menaces de remise en question de la protection du prix du lait se concrétisaient (accords de libre-échange), il n'y a guère que le développement de petits ateliers de transformation artisanale et l'écoulement de produits de qualité dans des circuits courts plus rémunérateurs qui pourraient sauver – mais pour combien de temps ? – cette production paysanne. La démarche porte ses fruits dans de nombreuses situations locales (Boucher, 2004), mais se heurte au niveau national à la faiblesse du pouvoir d'achat de la population péruvienne et à la concurrence des produits laitiers industriels. Le rôle de l'État est ici essentiel : le maintien de la taxe à l'importation des produits laitiers est nécessaire pour maintenir le prix intérieur, mais il doit être complété, pour garantir la durabilité de l'intégration marchande de cette paysannerie andine, par un soutien aux filières artisanales. À ce titre, une segmentation plus marquée depuis l'amont entre les sous filières laitières permettrait de faire coexister plusieurs niveaux de prix mieux corrélés au niveau de la productivité du travail. Il faudrait pour cela que l'État, en s'inspirant d'expériences de démarche qualité réussies, identifie et délimite les filières artisanales avec les acteurs concernés et institue un système de sanction des fraudes. Autant de mesures qui, à l'heure de la mise en œuvre du projet « *Sierra exportadora* » du nouveau gouvernement d'Alan García, sont loin d'être à l'ordre du jour de l'agenda péruvien...

Bibliographie

- AUBRON C., 2005 – Individus et collectifs dans l'appropriation des ressources. Le cas d'une communauté andine péruvienne. *Autrepart*, Paris, n° 34, p. 65-84.
- AUBRON C., 2006 – *Le lait des Andes vaut-il de l'or ? Logiques paysannes et insertion marchande de la production fromagère andine*. Thèse de doctorat, INA P-G : Paris, 480 p.
- AUBRON C. et MOITY-MAÏZI P., 2007 – Des fromageries dans un territoire andin marginal : une innovation pour le développement local ? *Économies et Sociétés*, vol. 41, n° 9, Série Systèmes agroalimentaires, n° 29, Presses de l'ISMEA, p. 1525-1546.
- BERNET T., 2000 – *The Peruvian Dairy Sector: Farmer Perspectives, Development Strategies and Policy Options*. Thèse de doctorat, Suisse, Zurich, Federal Institute of Technology, 131 p.
- BOUCHER F., 2004 – *Enjeux et difficultés d'une stratégie collective d'activation des concentrations d'agro-industries rurales, le cas des fromageries de Cajamarca, au Pérou*. Thèse de doctorat, Université de Versailles/Saint Quentin en Yvelines, 434 p.
- CHALÉARD J.-L. et MESCLIER É., 2003 – Dans le nord du Pérou, l'agriculture commerciale augmente-t-elle les risques pour les petits producteurs ? In : *Espaces tropicaux et risques : du local au global*, Actes des X^{es} Journées de géographie tropicale, 24, 25 et 26 septembre 2003, Orléans, Presses universitaires d'Orléans, collection du CEDETE, p. 279-291.
- CORTES G., 2000 – *Partir pour rester. Survie et mutation de sociétés paysannes andines (Bolivie)*. Paris : IRD, collection À travers champs.
- HERRERA J., 2002 – *La Pobreza en el Perú en 2001. Una visión departamental*. INEI – IRD : Lima, 196 p.
- JOBÉ DUVAL M., 2005a – *Mille et une recettes de pomme de terre. Dynamiques agraires et territoriales à Altamachi, cordillère orientale des Andes boliviennes*. Thèse de doctorat, Institut national agronomique (AgroParisTech) : Paris, 300 p.
- JOBÉ DUVAL M., 2005b – Las haciendas de Norte Ayopaya en el Período Republicano: Una forma de control social del territorio. *Búsqueda*, Cochabamba, n° 25, p. 177-191.
- LAJO LAZO M., 1988 – *Dependencia alimentaria y reactivación de la crisis, Perú 1970-1985-1988*. Lima : CENES, 273 p.
- RIVIÈRE G., PACHECO L. et HERVÉ D., 1996 – Espaces, droits et jachères dans une communauté aymara des hauts plateaux boliviens. *Journal d'Agriculture Traditionnelle et de Botanique Appliquée*, Paris, vol. XXXVIII, n° 1, p. 83-104.
- ZEBALLOS H., 1997 – *Aspectos económicos de la producción de papa en Bolivia*. Lima : CIP, 194 p.

Résumé

Cet article se propose d'identifier les conditions à réunir pour qu'une intégration marchande économiquement pérenne, socialement partagée et qui ne menace pas la reproduction des écosystèmes qui en sont le support, devienne possible. La réflexion est adossée à une comparaison entre les dynamiques d'intégration marchande de deux régions andines : d'une part, les hautes terres d'Altamachi (Cordillère de Cochabamba, Bolivie) où un développement spectaculaire de la production de pomme de terre destinée au marché urbain a vu le jour, et d'autre part, la haute vallée du Rio Castrovirreyna (dans les Andes sèches péruviennes) engagée elle aussi dans un mouvement de quasi-spécialisation laitière tournée vers le marché intérieur. Dans les deux cas étudiés, les avantages comparatifs de l'une ou l'autre région pour telle ou telle production ne suffisent pas à expliquer, loin s'en faut, les dynamiques en cours. Les modalités d'accès et de gestion, individuelles et collectives, des ressources, le développement des possibilités de transport et le maintien de prix relativement rémunérateurs ont été des conditions indispensables à cette spécialisation marchande.

MOTS-CLÉS : Bolivie, Pérou, Andes, intégration marchande, commercialisation, pomme de terre, lait, développement durable, systèmes de production, paysannerie.

Abstract

What are the conditions for a market integration bearing sustainable development for Andean peasantry?

This paper aims to identify the conditions for an economically sustainable and socially shared market integration, which does not threaten the ecosystems reproduction. The analysis is based on a comparison between market integration dynamics in two Andean regions: on the one hand, the Altamachi Highlands (cordillera of Cochabamba, Bolivia) where a spectacular development of potato production for the urban market is taking place and on the other hand, the Rio Castrovirreyna high valley (in the Peruvian dry Andes), pursuing a trend of dairy quasi-specialisation turned towards domestic market. In both cases, the comparative advantages of each region for potato or milk production alone do not allow to explain the dynamic observed. Individual and collective land resources management rules, transportation possibilities improvement and remunerative prices maintenance have been necessary conditions for this market specialisation.

KEYWORDS: *Bolivia, Peru, Andes, market integration, supply chain, potato, milk, sustainable development, production systems, peasantry.*